



MINUSCA

NOTE INTRODUCTIVE A LA CONFERENCE DE PRESSE

DU

REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES POUR
LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ET

CHEF DE LA MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTEGREE DES NATIONS UNIES
POUR LA STABILISATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PARFAIT ONANGA-ANYANGA

[MERCREDI 26 AOUT 2015]

Je suis heureux de me trouver ce matin en face de vous pour l'exercice rituel de la conférence de presse. C'est la première fois que je vous rencontre et voudrais donc vous saluer individuellement et collectivement.

Comme vous le savez, je suis arrivé vendredi dernier et ai eu l'honneur d'être reçu successivement par la Cheffe de la transition, Son Excellence Madame Catherine Samba Panza, le Président du Conseil National de Transition Monsieur Alexandre Ferdinand Ngendet et le Premier ministre Son Excellence Mahamat Kamoun.

J'ai également rencontré le Ministre des Affaires Etrangères Samuel Rangba.

Je vous remercie de votre présence car je connais l'importance des médias dans une société et particulièrement dans un pays en transition comme le vôtre. J'arrive à une période charnière de l'histoire de la Centrafrique et de l'évolution de notre Mission. Je m'engage à fructifier l'héritage de mon prédécesseur le Général Babacar Gaye à qui je rends un hommage appuyé. A la suite du Secrétaire général Ban Ki-moon, je voudrais saluer le professionnalisme et l'intégrité morale du Général Gaye qui a quitté ses fonctions au nom du principe de responsabilité institutionnelle cher à notre institution.

Le meilleur hommage que je puisse lui réserver, c'est de tenir haut le flambeau de l'Organisation. A cet égard, il nous faudra redoubler d'efforts pour relever les nombreux défis auxquels le pays fait face.

Le premier défi pour nous tous est d'accompagner le peuple centrafricain sur le chemin d'une paix durable à travers une réconciliation véritable et une cohésion sociale réussie. Accompagner les Centrafricains sur ce chemin impose au personnel civil et militaire de la MINUSCA un comportement exemplaire et même un rôle de modèle, conforme aux principes et valeurs qui font des Nations Unies une organisation respectable et respectée. C'est le second défi et je lui accorde une importance spéciale.

Je veillerai tout particulièrement à la discipline et à la bonne conduite dans les actions quotidiennes de chacun et de tous. Nos actes individuels conditionnent notre réussite collective.

Le mauvais comportement d'une minorité ternit les résultats des sacrifices de la majorité qui fait son travail avec passion, dévouement et talent.

La Politique de tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels doit être la clé de voûte de la protection des populations civiles, l'âme de notre mandat. Cette raison d'être doit nous guider dans nos relations avec ceux que nous sommes venus aider. Pour le Secrétaire général, cela veut dire mettre fin à la complaisance et à l'impunité. Protéger les civils est sacré et doit constituer un sacerdoce pour ceux qui en sont investis. Dans cette mission difficile mais exaltante, l'appui des Etats, surtout les pays contributeurs de troupes, est indispensable afin que la responsabilité qui nous incombe et l'autorité investie aux Etats membres forment un bloc cohérent pour prévenir et sanctionner les abus.

A toutes les autorités de la transition, j'ai réitéré l'engagement des Nations Unies à ne ménager aucun effort pour traduire en succès les efforts de sortie de crise actuellement en cours notamment en appuyant le processus électoral pour des élections libres, justes et inclusive, ouvertes et transparentes.

J'ai aussi insisté sur la cohésion sociale et la réconciliation nationale, éléments indispensables pour l'édification d'un Etat fort et d'un développement durable. Les récents affrontements intercommunautaires à Bambari et à Bria sont à eux seuls un immense défi que nous tous, responsables gouvernementaux comme représentants de la communauté internationale, devons relever avec sagesse

et détermination. Main dans la main, nous devons œuvrer à mettre immédiatement un terme aux violences que rien ne saurait justifier.

Personne ne doit compromettre les acquis du Forum de Bangui, notamment le Pacte Républicain et l'Accord de principe sur le DDRR signé, le 10 mai dernier, entre le Gouvernement et les groupes armés.

En ce qui la concerne, la MINUSCA va prendre toutes ses responsabilités et est encouragée par les initiatives du Gouvernement pour faire baisser les tensions entre les différentes communautés.

La RCA ne peut s'offrir le luxe d'une guerre ethnico-confessionnelle au moment où tout est fait pour sortir de la crise. Ce qui s'est passé la semaine dernière et même au début de cette semaine renforce ma conviction sur l'urgence de trouver rapidement les moyens de restaurer la coexistence pacifique entre populations pour éviter toute instrumentalisation de l'identité confessionnelles ou communautaire.

Les priorités de la MINUSCA restent les mêmes, à savoir protéger les populations civiles, contribuer au rétablissement de l'autorité de l'Etat et appuyer le processus politique vers la fin de la transition et la restauration de l'ordre constitutionnel et la mise en place de nouvelles institutions à travers des élections démocratiques.

Tout ce qui précède concourt à la sortie de crise. J'ai senti la volonté de chacun et de tous mes interlocuteurs à Bruxelles, Paris, Libreville et à Oyo, de réussir ce pari avant la fin de l'année. Je m'emploierai de toutes mes forces à aider à traduire cette volonté et cette détermination dans les faits.